

INDE

La longue période d'expansion économique de l'Inde a marqué une pause, la progression du PIB étant bien inférieure à son potentiel à la fin de 2008. Après une augmentation marquée des dépenses publiques en 2008, au début de 2009 le gouvernement a adopté de nouvelles mesures de relance budgétaire. En 2009, le repli des exportations entraînera probablement une légère décélération de la demande intérieure. Grâce à la reprise progressive de l'économie mondiale et à l'assouplissement des conditions financières, la croissance devrait toutefois reprendre progressivement de la vigueur.

L'ampleur de la dégradation de la situation budgétaire qui avait commencé avant le ralentissement a réduit les marges de manœuvre pour une action budgétaire discrétionnaire. De fait, le nouveau gouvernement aura à rétablir la discipline budgétaire, à accélérer la réforme structurelle et à accroître les ventes d'actifs du secteur public. Pour assouplir davantage la politique économique, il faudra réduire les taux d'intérêt et non recourir à des mesures discrétionnaires d'expansion budgétaire. La multiplication des mesures protectionnistes est une source de préoccupation.

Inde : Indicateurs macroéconomiques

	2006	2007	2008	2009	2010
Croissance du PIB réel	9.7	9.0	6.5	5.9	7.2
Déflateur du PIB ¹	5.2	4.7	8.4	4.5	3.5
Indice des prix à la consommation ²	6.7	6.2	8.8	4.5	3.0
Indice des prix de gros (WPI) ³	5.4	4.7	8.6	0.5	3.5
Taux d'intérêt à court terme ⁴	8.2	8.9	9.6	5.3	5.8
Taux d'intérêt à long terme ⁵	7.8	7.9	8.4	7.8	8.5
Solde budgétaire du gouvernement général ⁶	-7.4	-6.1	-10.0	-11.0	-10.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	-1.1	-1.0	-1.3	-1.3	-1.4

Note : Les données se réfèrent à l'exercice comptable commençant en Avril.

1. Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente.

2. Moyenne pondérée des prix à la consommation pour travailleurs industriels, employés non-manuels et ouvriers agricoles.

3. Tous biens.

4. Taux de référence de trois mois de Mumbai.

5. Bons du Trésor de dix ans.

6. Solde budgétaire brut des gouvernements centraux et locaux, prêts nets inclus, ainsi que les transferts aux compagnies pétrolières, d'alimentation et d'engrais et les allocations récurrentes de la Commission des salaires, sans les rappels de salaires ni effacement de dettes pour les petits fermiers.

Source : CMIE et prévisions de l'OCDE.